

**Zeitschrift:** Annales fribourgeoises  
**Herausgeber:** Société d'histoire du canton de Fribourg  
**Band:** 58 (1988-1989)

**Artikel:** Une formation secondaire pour quoi faire?  
**Autor:** Python, Francis  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-817919>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# UNE FORMATION SECONDAIRE POUR QUOI FAIRE?

FRANCIS PYTHON

A quoi sert une formation secondaire? Ou plutôt, que faire des meilleurs élèves de l'école primaire? Ces questions pourraient être d'Ivan Illich, elles ne figurent pas explicitement dans les contributions qui suivent et pourtant elles hantent ce volume.

Ces interrogations iconoclastes se lisent en filigrane dans les résistances enregistrées à tout développement de la formation qui irait au-delà de la scolarité primaire et obligatoire. Résistances multiples et souvent contradictoires, révélatrices des attentes diverses des milieux sociaux à propos de l'école et du rôle que doit jouer l'Etat en ce domaine.

On retrouve là les questions clés - et même le titre - du cycle de conférences de notre Société pour l'année 1987-1988. Les réponses apportées sont partielles mais dégagent des temps forts dans le développement scolaire du canton ainsi que des configurations de problèmes qui reviennent périodiquement faute d'avoir été clairement résolus. Une périodisation s'esquisse aisément pour le XIX<sup>e</sup> siècle mais des pans entiers du système scolaire fribourgeois restent à explorer surtout au XX<sup>e</sup> siècle qui commence seulement à être abordé sous l'angle des courants pédagogiques ou des méthodes didactiques.

C'est à trois reprises qu'est posée au XIX<sup>e</sup> siècle la question d'une formation postprimaire en lien avec le problème fondamental des élites. Les débats et les réalisations suscitées ont une importance qui va bien au-delà d'une simple histoire des structures scolaires.

\*

\* \*

Sous le régime libéral d'abord, la demande s'inscrit dans la perspective d'une philosophie individualiste et surtout utilitaire. On peut y voir assurément un éclat des Lumières mais jusqu'où déceler l'influence du Père Girard, et de son humanisme, qui reste officiellement à l'écart de l'Ecole moyenne? Sans doute une coalition se fait jour contre l'enseignement des jésuites et la reproduction d'une élite aristocratique et cléricale qu'ils patronnent. Mais voulait-on véritablement supprimer le Collège ou simplement le concurrencer? La coalition est bien hétéroclite: aristocratie libérale, bourgeoisie de la capitale et des chefs-lieux, classes moyennes artisanales

et commerçantes, notables villageois et paysans aisés. Leurs soifs d'instruction sont plus ou moins intenses mais convergent-elles par exemple dans une perspective saint-simonienne de développement du canton dont le directeur de l'Ecole moyenne L. Prat aurait dû être l'animateur? Dans cette perspective toujours, voulait-on éviter que le canton ne décroche du train d'une Suisse dynamique et industrielle avec laquelle une certaine parenté politique se maintenait depuis 1831? A mesurer l'ampleur des débats et des luttes autour de l'Ecole moyenne, ne peut-on pas estimer que l'institution véhiculait un véritable projet de société qui mettait en jeu l'identité sociale et religieuse du canton. La vivacité de la riposte explique en partie la minceur de cette contre-élite formée à l'Ecole moyenne dont l'influence se fera néanmoins sentir au-delà du régime radical.

Mais ne faudrait-il pas aussi approfondir les conditions de l'émergence de cette école? Quelle était la force réelle de la demande de formation venant d'en bas? Et comment s'articulait-elle avec les initiatives venant de l'Etat? Le rôle des modèles extérieurs a été soulevé mais la question des bourses est plus fondamentale. Ses effets ont été doubles: incitatifs bien sûr, mais aussi aveu de faiblesse sociale que l'on n'a pas manqué d'exploiter. Il faut se demander enfin si cette réforme par le haut n'a pas partiellement échoué par la contestation plus profonde que devait immanquablement susciter toute intervention de l'Etat dans ce domaine de la part d'une société civile jalousement gardée par l'élite traditionnelle et par l'Eglise, crispée dans son autonomie communale et sur la défensive en matière d'innovation culturelle?

Le régime radical affrontera plus vigoureusement ces résistances mais ne réussira guère mieux à établir les bases de la formation d'une nouvelle élite. Les raisons de l'hostilité à l'Ecole cantonale ont été assez soulignées mais ne faut-il pas s'arrêter sur les modalités étonnamment modernes de la formation mise en place et, dans une moindre mesure, du contenu de l'enseignement dispensé?

La réalisation d'un premier cycle (tronc) commun, la présence sous le même toit d'une section pédagogique dont les élèves suivent les cours de la section industrielle, qui est fortement encouragée au détriment des études classiques, et l'impulsion donnée à l'étude des langues modernes et nationales ne constituent-elles pas des éléments d'une formation qui s'imposera pratiquement à Fribourg dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle seulement? Le culte du progrès et de la modernité se lit aussi dans le programme des études dont devra s'imprégner cette nouvelle élite destinée à amarrer solidement le canton à l'Etat fédéral. Les obstacles de tous ordres ne manquèrent pas mais faut-il insister à ce point sur l'indiscipline ou l'immoralité des élèves?

Si les mœurs des nouveaux élèves sont incontestablement plus rudes ou plus libérées, la dénonciation contemporaine n'est pas innocente. Elle laisse entrevoir des préjugés sociaux que l'on retrouvera dans le contexte bien-pensant de l'Ecole normale, une génération plus tard. Il en est de même pour l'irrégion dénoncée. La hau-

te figure d'Alexandre Daguët ne s'accommode pas de celle-ci mais jusqu'où briser le carcan clérical et que lui substituer ?

L'idéal d'une nouvelle nation à construire suffit-il à mobiliser culturellement une jeunesse, une fois l'élan fédérateur retombé ? L'élite que voulait se forger le régime n'est pas « introuvable », mais là encore la demande de la base ne se fait guère pressante ou se trouve entravée. L'échec se répète, mais à force d'être contrariée la société civile se donnera les moyens d'éviter durablement une intervention trop active de l'Etat dans l'éducation. Le nouveau partage du pouvoir scolaire avec l'Eglise en est une première conséquence qui neutralisera ce que pouvait encore avoir de libéral la politique de juste-milieu de H. Charles et qui favorisera le retour des anciennes élites.

\*

\* \*

Ce précaire équilibre se trouve bouleversé à nouveau durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle et c'est au régime conservateur cette fois qu'il incombe de résoudre le défi de la formation.

On peut saisir l'enjeu de cette tâche dans les différents domaines couverts par les contributions : Ecole normale, écoles secondaires et régionales, école professionnelle de fromagerie et d'agriculture, autant d'éléments à placer dans une perspective comparative.

Le renouveau conservateur forgé au gré de l'affrontement entre fédéralistes et centralistes et du Kulturkampf ouvre la voie à une attitude plus active à propos de la formation. L'alerte est d'abord donnée dans le domaine de la formation des maîtres avec la reprise en main de l'Ecole normale et la fondation de la Société fribourgeoise d'éducation. On s'évertue à élever le niveau culturel et moral des futurs maîtres sans pouvoir remettre en cause une double contrainte. A l'amont, un recrutement dont l'origine sociale paraît insuffisamment élevée mais qu'un tamis clérical crible sans relâche ; à l'aval, une situation sociale reconnue mais étroitement subordonnée aux notables civils et ecclésiastiques. Le résultat en est la confection d'un moule extrêmement rigide dans lequel est formé un instituteur pieux et compétent mais plus encore dévoué aux puissances tutélaires du canton, le parti conservateur et l'Eglise.

L'image de l'instituteur qui est présentée doit plus à l'idéal fondé sur les intentions des formateurs qu'à la réalité vécue. Le bagage culturel en particulier acquis par les régents ne doit pas être comparé à celui des bacheliers mais à la culture populaire villageoise qu'ils ne cessent d'affiner. Leur action dans le refoulement des patois par exemple exprime bien la fonction culturelle dont ils sont investis.

On remarque il est vrai une résistance certaine de leur part à la fréquentation par leurs élèves des écoles secondaires et régionales. Une responsabilité bien partagée

par l'Etat et par l'Eglise dont sont aussi dénoncées les demi-mesures. Les problèmes auxquels est confronté le régime conservateur ne sont guère différents en définitive de ceux que tentèrent de résoudre libéraux et radicaux, mais les méthodes et l'objectif final sont autres.

Comment assurer, sous la pression des nécessités extérieures plus que par conviction idéologique - encore que des mutations considérables s'observent à ce niveau sous l'ère de G. Python - une amélioration du niveau de certaines activités économiques ? Il n'est plus question de créer de toutes pièces une nouvelle élite intermédiaire mais d'améliorer progressivement les formations sans déstabiliser la société. Il s'agit aussi de choisir les secteurs économiques que l'on veut améliorer en fonction d'une homogénéité et d'une stabilité sociale à préserver : agriculture et industries qui lui sont liées, activités artisanales.

Cette politique de progrès tempéré est-elle pusillanime ou sagement prudente ? Dans certains domaines le régime s'est engagé plus audacieusement, l'Université par exemple ou le Technicum. Avec les écoles régionales son pari de décentralisation et de participation des populations était particulièrement démocratique pour un régime accusé par ailleurs de «dictature». Mais la demande en provenance de la base est peu manifeste. Pouvait-on par ailleurs trop contrarier une population rurale qui constituait le gros de l'électorat gouvernemental et qui n'entendait pas donner trop de moyens à l'Etat. Les débuts de l'Ecole d'agriculture illustrent cette timidité du gouvernement que l'on dirait encore échaudé par l'échec de la tentative radicale. La solution est alors de soutenir plus ou moins activement l'initiative privée ou ecclésiastique. Application du principe de subsidiarité ou effets plus ou moins assumés d'une priorité universitaire dont les coûts et les apports réels sont encore à établir ?

\*

\* \*

La politique de formation reste à décrire pour le XX<sup>e</sup> siècle dont seul le secteur agricole a été dégagé avec des alternances d'immobilisme et d'initiatives qu'il conviendra de rattacher au contexte et au mouvement général qui rythme le développement du canton. Les bases font aussi défaut pour lier au fil rouge de la formation les études plus particulières sur les méthodes didactiques et les courants pédagogiques.

N'y a-t-il pas une apparente concordance entre les phases d'ébullition pédagogique ou didactique et les réalisations institutionnelles ? Les applications des méthodes du P. Girard par ses émules sous la Régénération; les initiatives d'un Daguet sous le régime radical; les travaux, dans le dernier quart du siècle, d'un Raphaël Horner dont la personnalité et le rayonnement apparaissent dans plusieurs contributions de ce volume. L'idéologie de ce prêtre-éducateur illustre bien la particularité de cette troisième phase que l'on vient de dégager. Progressiste comme les deux autres

en méthodologie - et son approche intuitive ne manquera pas d'être contestée - R. Horner se révèle conservateur en matière sociale et politique. Sa préoccupation centrale n'est-elle pas de tisser des liens harmonieux avec l'école et son milieu ? Cet équilibre est aussi la préoccupation universitaire d'un abbé Dévaud, dont l'ouverture aux courants novateurs contraste avec l'image (ou la caricature?) d'un canton qui se referme sur lui-même dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

On hésite à se risquer dans une approche historique globale de l'école et de la formation tant sont cloisonnés les domaines de recherches. Ce faisceau d'études braquées sur les composantes du système scolaire fribourgeois, réalisées pour la plupart à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine sous la responsabilité du professeur Roland Ruffieux, ouvre la voie à une possible synthèse. Pour répondre aux interrogations actuelles sur le rôle de l'école, le recours à ce vieux proverbe africain n'est peut-être pas démuné de sens: «Lorsque tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens».